

Comptes rendus

Roger Gérard SCHWARTZENBERG. Sociologie politique. Collection Université Nouvelle. Précis Domat. Ed. Montchrestien. Paris. 1971. 514 pages.

L'auteur n'en est pas à son coup d'essai. Sa curiosité du phénomène politique l'avait poussé ces dernières années à étudier le processus du pouvoir en France. « La Campagne présidentielle de 1965 », « La guerre de succession. Les élections présidentielles de 1969 » et « L'autorité de chose décidée. Sur la force juridique des décisions administratives » avaient fait apparaître l'élargissement progressif de son champ de travail.

Avec « Sociologie politique » c'est à un tout autre exercice qu'il nous convie, difficile parce que pédagogique, ingrat en raison de sa compacité : rien moins que toute la science politique. Car il s'agit d'une synthèse de science politique, camouflée sous un intitulé officiel de programme universitaire. Nous ne nous engagerons pas cependant dans le débat qui dure depuis longtemps sur « Sociologie politique » et « Science politique ».

D'ailleurs l'auteur a voulu restituer l'objet de la recherche, à savoir la politique, dans le contexte de la société, ce qui enlève toute équivoque. Il envisage, d'abord, le système politique « dans son environnement », ensuite, « dans ses éléments internes ».

Le livre de Schwartzenberg se situe dans la ligne des travaux d'antan de Maurice Duverger, lorsque ce dernier, œuvrant en pionnier, vulgarisait brillamment toutes les théories et toutes les recherches sur les institutions politiques ou sur les partis politiques. La technique est comparable :

- exposé des principales théories selon un schéma simple ;
- critique et comparaison de ces théories ;
- bibliographie, dirigée par chapitre, très étendue.

Pour l'étudiant, l'ouvrage est un instrument de travail indispensable qui lui fournira une documentation synthétique à la fois sur les tendances de la recherche en science politique et sur le bien-fondé ou les faiblesses des thèses soutenues par les grands noms de la science politique, de la sociologie et de l'économie. Quant au chercheur, il y trouvera un rappel succinct des diverses options, ce qui s'avère très utile pour les secteurs quelque peu marginaux à leur spécialisation.

Après un bref compte rendu historique sur les origines de la sociologie et sur la renaissance de la science politique, l'auteur termine son introduction par un examen critique de l'orientation actuelle de la discipline, en insistant surtout sur l'abandon de l'approche behavioriste au profit de l'analyse systématique, l'approche fonctionnelle et organisationnelle ; ces trois approches répondent à un besoin d'élaboration théorique sans laquelle la documentation

déjà abondante ne peut être exploitée. « L'observation systématique des faits est indispensable. Mais ce travail ne saurait devenir une fin en soi. Sans formulation de théories ou d'hypothèses permettant de classer ou d'interpréter ces faits, il comporte le risque d'une submersion par la masse des données recueillies. Dans la démarche scientifique, les faits et la théorie doivent être en interaction permanente » (p. 17).

La première partie du livre — la plus importante — est consacrée à la typologie politique et à la problématique du développement.

L'auteur ne s'en tient pas exclusivement à la sécheresse d'une description classique des régimes politiques, loin s'en faut. Comme il l'a intitulé lui-même « Le système politique dans son environnement » cette partie est avant tout dynamique ; puisque la société est en mutation permanente, le système politique qui en fait partie doit être analysé dans la même perspective.

Aussi oppose-t-il la typologie classique (démocratie directe, représentative, semi-directe ; théorie de la séparation des pouvoirs, etc.) à la typologie marxiste, en suivant bien entendu la transformation de cette dernière de Marx à Brejnev ; aussi fait-il une large place aux typologies modernes remettant en cause les typologies classiques et marxiste.

Il ne suffit donc plus de donner un contenu au concept « système politique ». Encore convient-il d'examiner tout l'environnement (social, économique, culturel, géographique, etc.). La synthèse que Schwartzberg en a faite est remarquable. Les grandes notions, sophistiquées à force d'abstraction par des juristes et des philosophes, y retrouvent leur signification fondamentale (institutions démocratiques et totalitaires, oligarchies, etc.).

Les corrélations entre les diverses variables de l'environnement et leur incidence sur le développement politique deviennent des évidences tant l'auteur a mis de soin dans le choix de ses auteurs de références et dans l'éclectisme des textes et documents, qu'il s'agisse de la surpopulation et de ses dangers, des sous-cultures ou des contre-cultures naissantes, du sous-développement industriel ou de son sur-développement.

Dans ce contexte, il examine et replace les régimes parlementaires présidentiels ; les phénomènes de personnalisation du pouvoir, du pouvoir charismatique ; la socialisation politique ; les divers types de dictatures.

Le sur-développement des sociétés post-industrielles fait l'objet d'un chapitre spécifique, car il engendre de nouveaux systèmes politiques ou le retour à des mécanismes oubliés.

Tous ceux qui cherchent des classifications et des définitions les trouveront dans le livre.

La seconde partie est consacrée aux partis et aux groupes de pressions, c'est-à-dire « les éléments internes » du système politique.

L'ouvrage mérite d'être rangé parmi les dictionnaires de science politique et pourrait constituer un excellent instrument pour l'élaboration du thesaurus des descripteurs en science politique.

A. Philippart.

STANISLAW EHRLICH. Le pouvoir et les groupes de pression. Etude de la structure politique du capitalisme. Paris. La Haye. Mouton. 1971. 283 pages.

Qu'un auteur, citoyen d'un pays socialiste, se penche sur les groupes de pression des régimes capitalistes, est déjà tout un monde. Qu'il en ait conçu

une synthèse cohérente sur les relations entre ces groupes et le pouvoir, constitue une performance.

Son érudition et la pratique remarquable du français, de l'anglais et de l'allemand ont permis à Stanislaw Ehrlich de recourir aux travaux les plus réputés et les plus variés. Tous les grands noms de politistes ayant étudié les groupes de pression ou les groupes d'intérêt y figurent, et leurs thèses sont soumises à une critique sévère. Ses références sont sûres, toujours significatives. D'abord rédigé en polonais, l'ouvrage a été traduit et profondément remanié.

D'après l'auteur (la lecture du livre confirme d'ailleurs son point de vue) « Les conclusions théoriques qui s'appliquent au système capitaliste peuvent également être valables pour le système socialiste ou pour des systèmes transitoires (c'est-à-dire ceux des pays en voie de développement), dans la mesure où elles présentent des généralisations portant sur des traits et des processus analogues ».

L'analyse comparative, qu'utilise en premier lieu Stanislaw Ehrlich, est une méthode d'approche efficace pour une matière simple en apparence mais très fluide en raison de la diversité des régimes politiques, des champs d'application et de la variété des objectifs et des techniques.

La recherche des constantes permet en second lieu à l'auteur d'établir, au départ des nombreuses définitions, une classification des groupes d'intérêt ou groupes de pression ; encore que cette terminologie de base soit sujette à beaucoup de contestations.

Dans l'intention de rendre sa classification universelle, l'auteur ne l'a pas différenciée suffisamment ; il a réparti les groupes en trois rubriques seulement :

- I. Groupes économiques ;
- II. Groupes sociaux ;
- III. Groupes politiques.

Nous savons tous que beaucoup de groupes pourraient être rangés sous les trois rubriques, quel que soit le régime politique. Dès lors, vouloir les intégrer à toute fin dans l'une des rubriques amoindrit les observations les plus subtiles.

Fort heureusement, cela fait, l'auteur ne s'y attardera guère. Il va même à certains moments oublier sa classification dans son exposé pour en revenir à une description plus classique, c'est-à-dire en abordant les groupes de pression par rapport aux partis politiques, aux intérêts régionaux, aux élections, au Parlement, au Pouvoir exécutif, au Pouvoir judiciaire, aux relations internationales.

L'essentiel de son analyse porte cependant sur les USA. Parce que la littérature primaire sur la matière y est très abondante et très riche ? Parce que les groupes de pression y ont pignon sur rue et agissent au grand jour ? Parce que les USA constituent l'image ultime du capitalisme ?

Peu importe les raisons de l'auteur et le but de sa démarche, pourvu que soient restitués objectivement et les faits, et les mécanismes, et les structures. L'essai de synthèse de S. Ehrlich doit rassurer à ce sujet le plus exigeant des politistes.

A un étudiant ou un chercheur qui aborderait la matière pour la première fois, nous ne saurions assez conseiller de commencer par le présent ouvrage, car il a l'immense mérite de la clarté dans la rectitude. Par ailleurs, il est pour le moment l'essai le plus actualisé en langue française.

Toute la thèse de S. Ehrlich est de démontrer que : « Les groupes de pression sont indispensables au fonctionnement de la structure politique contemporaine. Dans ce processus complexe qu'est l'élaboration d'une décision poli-

tique, ils constituent le chaînon initial ». Ils jouent à la fois un rôle d'intégration des individus, un rôle de catalyseur des intérêts, un rôle d'homogénéisation des structures politiques.

L'option communiste de l'auteur apparaît à la fin de l'ouvrage lorsque, après avoir démontré que le « système de consultation » des groupes de pression constitue « le complément indispensable de la représentation territoriale », il conclut par les alinéas suivants :

« Sur le plan idéologique, il s'agit là d'une nouvelle tentative visant à surmonter ou, du moins, à atténuer l'aliénation de l'appareil d'Etat bourgeois. Il est encore trop tôt pour que l'on puisse prévoir l'issue de cette expérience, mais l'on voit d'ores et déjà se profiler à l'horizon une forme supplémentaire d'aliénation : celle de la bureaucratie des groupes d'intérêt organisés. »

« Le sens profond des transformations du capitalisme se réduit à la cristallisation d'une nouvelle relation entre la structure des intérêts et la structure du pouvoir. Si le capitalisme a pu se maintenir, c'est grâce aux changements radicaux qu'ont connus aussi bien la structure des intérêts (également non économiques) que la structure politique. »

A. Philippart.

Jean-Pierre PAULUS : Aux Prémices de l'Humanisme socialiste,
Edmond Picard et Jules Destrée. Editions Labor, Bruxelles, 1971,
158 pages.

Voici deux figures socialistes éminentes du passé qu'un fusain habilement manié nous restitue. Un ancien avocat s'attache à faire revivre deux gloires du Barreau.

Edmond Picard, avocat féroce qui dédaignait la magistrature, fut un travailleur acharné. Rien n'est plus remarquable que la régularité du travail chez ce grand irrégulier, dira un jour Emile Vandervelde.

Au barreau, trois faits le frappent : le petit esprit de la plupart de ses confrères, leur soumission servile à la magistrature et leur manque de culture générale.

Toute société, si elle veut vivre intelligemment et progresser, a besoin d'une presse. Picard fonde donc *Le Journal des Tribunaux*.

Picard grand bourgeois aux idées généreuses, fut un mécène qui évolua au cœur et au sommet de toute la vie intellectuelle et artistique de Bruxelles. Il allait devenir l'un des premiers sénateurs socialistes de Belgique. Au cœur de la société en place, il eut l'audace d'être l'un des premiers socialistes déclarés. C'était plus qu'une bravade.

Jules Destrée, le tribun du Pays Noir, fils d'instituteur, entra à l'Université Libre de Bruxelles à seize ans. Au barreau il défendit les ouvriers ; il fréquenta les peintres, les écrivains et les poètes.

Après la première guerre mondiale qu'il passa hors du territoire occupé il revint à Charleroi. Dans le grand théâtre, se pressaient plus de trois mille personnes. Beaucoup de regards étaient hostiles, chargés de reproches. Puis sur la scène, l'homme se leva ; au bout d'un silence énorme, il laissa tomber quatre mots : « Enfin, je vous retrouve ! » Un délire d'acclamations monte vers lui.

Dans ces pages fécondes de Jean-Pierre Paulus, le lecteur trouvera l'essentiel de l'action généreuse déployée par Jules Destrée en faveur de la Wallonie, des Arts, des Lettres et des Sciences.

Wladimir S. Plavsic.



Pol VANDROMME : Le Socialisme moderne et Edmond Leburton.
Editions Labor, Bruxelles, 1970, 142 pages.

Les Editions Labor inaugurent une nouvelle série de biographies politiques : « Ceux d'hier et d'aujourd'hui ».

A Pol Vandromme, rédacteur en chef du journal *Le Rappel* de Charleroi, revenait l'honneur d'ouvrir la série. L'auteur tient d'emblée à fixer les idées : « J'ai su très tôt que je ne ferais jamais de politique passionnelle : le jour où me furent révélés, dans l'un de ces prétoires où l'on en prenait à son aise avec la tête des autres, la bassesse de certains corps constitués et les périls que l'idéologie totalitaire avait fait courir à la générosité et à la noblesse de quelques jeunes gens qui, après avoir cultivé un kantisme irréprochable, s'abîmèrent dans un machiavélisme effrayant, dans un réalisme qui enchaînait la terreur et la contre-terreur ».

A vrai dire, l'ouvrage que nous évoquons n'est pas une biographie ni un portrait politique mais plutôt un essai aux perspectives plus larges dans lequel l'auteur se situe lui-même par rapport aux courants de droite et de gauche et tente de cerner la notion de « Socialisme moderne » à travers les attitudes politiques de M. Edmond Leburton.

M. Vandromme avoue le respect admiratif que lui inspire M. Leburton. Il a trouvé en ce député socialiste, devenu ministre plusieurs fois, un homme politique qui s'est donné pour règle de « ne pas promettre dans l'opposition ce que l'on ne pourra pas accorder au pouvoir ». Le sens de l'Etat cohabite rarement avec l'instinct politique. La supériorité d'Edmond Leburton, dit l'auteur, c'est d'avoir su assurer cette coexistence difficile.

Wladimir S. Plavsic.

